

(FÉVRIER- SEPTEMBRE 2009)

**LE PRÉSENT RAPPORT VISE A DÉCRIRE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET
PAR RAPPORT AUX REPÈRES FIXÉS ET AUX OBJECTIFS PLUS LARGES
DU PROJET. IL DOIT DÉCRIRE CLAIREMENT LES PROGRÈS
ACCOMPLIS EN MONTRANT QUE LES REPÈRES ONT
À CE STADE ÉTÉ ATTEINTS.**

INTITULÉ DU PROJET	PROJET STDF 127 : Appui aux Systèmes d'Informations sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires au Bénin		
AGENT D'EXÉCUTION	FAO	RESPONSABLE DE LA SUPERVISION DU PROJET	Jean Prosper Koyo (FRBEN) Catherine Bessy (AGNS)
DESCRIPTION DU PROJET ¹ [Décrire en 4 à 7 lignes <u>les objectifs/ le champ d'application</u> du projet]	<p>Les résultats attendus du projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La création d'un cadre national ouvert à une large participation pour la diffusion d'informations relatives aux mesures SPS impliquant les secteurs public et privé; ▪ L'amélioration de l'accès à l'information sur les mesures SPS, en particulier à l'information en ligne, en mettant à profit les outils existants (par exemple www.economiebenin.org); ▪ Le renforcement des capacités pour améliorer la participation nationale aux travaux de l'OIE, la CIPV, le Codex Alimentarius; ▪ La formation pour améliorer la communication de notifications SPS et la préparation d'interventions nationales y faisant suite; ▪ L'amélioration des compétences dans le domaine de la documentation et de la recherche d'informations en rapport avec les mesures SPS; ▪ L'analyse de la situation en matière de gestion des crises sanitaires et phytosanitaires et formulation de recommandations relatives à une structure et à des procédures nationales de gestion des crises. 		
DATE DE DÉMARRAGE DU PROJET	06 février 2009 (effective)	DATE D'ACHÈVEMENT DU PROJET	Février 2011

¹ Cette rubrique n'est pas censée changer d'une période visée à l'autre, sauf si une modification des objectifs ou du champ d'application du projet est approuvée par le Secrétaire du FANDC.

Aperçu du budget:

	Contribution du FANDC (\$EU)	Contribution d'autres donateurs (\$EU), selon les accords de cofinancement	Contribution en nature (\$EU)	Total (\$EU)	Pourcentage du coût total du projet
Montant total du budget prévu (\$EU)	402.965			402.965	100
Montant total des dépenses à ce jour (\$EU)	66.597			66.597	16.5
Montant des dépenses pour la période considérée (\$EU)	66.597			66.597	16.5
Fonds non dépensés (\$EU)	336.368			336.368	83.5

RAPPORT GÉNÉRAL**A. PROGRÈS GÉNÉRAUX ACCOMPLIS À CE JOUR:**

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, les travaux réalisés à ce jour dans le cadre du projet, puis indiquer en quelques lignes l'impact (quantitatif ou qualitatif) des activités mises en œuvre.]

Les activités techniques du projet STDF 127 ont démarré effectivement le 06 février 2009 et concernent :

- une analyse du système en place relatif à la problématique spécifique du Codex Alimentarius
- des ateliers de formation, à l'égard de différents publics sur des thèmes tels que les accords SPS et OTC de l'OMC, le Codex alimentarius (niveau national et international), l'analyse des risques, les « trois sœurs »... Ces ateliers ont été animés par la mission d'appui du siège de la FAO, et les consultants spécialisés,
- la mise à disposition d'outils améliorant la communication entre les différentes parties prenantes (sites web, circulation régulière d'information entre les membres du comité directeur...), la participation à leur élaboration de matériel d'information.

Impact :

- meilleure visibilité du comité national Codex
- prise de conscience de l'importance des accords de l'OMC (SPS et OTC dans une moindre mesure), meilleure préparation des dossiers, meilleure maîtrise des procédures et du contenu de certains dossiers, participation accrue et plus substantielle aux instances internationales, création de relations de travail régulières secteur privé-secteur public.

Décrivez les activités de projet les derniers six mois ainsi que les résultats préliminaires

1) phase d'installation et de démarrage : recrutement du personnel national et international, acquisition du matériel, préparation de chronogrammes détaillés, mise en place du comité directeur du projet, nomination de ses membres, atelier de lancement du projet et première séance de formation sur les accords SPS et OTC de l'OMC, le Codex Alimentarius, la participation nationale etc. Le Ministère chargé des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion du Secteur Privé qui a la charge de la contrepartie nationale a pu mobiliser en Juillet 2009 un véhicule avec chauffeur pour les activités du projet. Inscription au budget du ministère d'un montant de Dix Millions (10 000 000) F CFA au titre de la contrepartie nationale pour l'année 2010. De commun accord avec la coordination, des lignes budgétaires ont été attribuées à cette somme et concernent les matériels de bureau (Bureaux, fauteuils, chaises visiteurs, table de conférence avec chaises, télévision, frigidaire), la connexion internet, les missions d'information et de sensibilisation et le fonctionnement (financement des réunions).

2) Participation de la coordination du projet à la 18^{ème} session du Comité FAO/OMS de coordination régionale pour l'Afrique, en appui à la délégation béninoise, ainsi qu'à l'atelier régional sur les mycotoxines, suivi d'une restitution publique des résultats de ces réunions à l'ensemble des partenaires nationaux.

3) Introduction du projet à d'autres acteurs (hors comité de pilotage) dans le milieu de la recherche scientifique : présentation sur le thème « **la problématique des normes et contrôle de la qualité dans la filière halieutique au Bénin** » à l'Université d'Abomey Calavi, afin d'élargir le consensus

national et les ressources disponibles pour construire des positions nationales crédibles et argumentées. Rédaction de notes d'information sur des sujets SPS d'actualité (par exemple éthéphon et ananas) qui posent problème afin de contribuer à la prise de conscience et à la mise en œuvre de stratégies cohérentes.

4) initiation du travail sur les outils de diffusion de l'information (sites internet, systèmes d'information sur les mesures SPS, étude de situation et définition des problématiques relatives à la diffusion de l'information au Bénin, identification de solutions possibles. Deux missions de l'expert en systèmes d'information ont été organisées ; l'architecture des sites internet (projet STDF 127 sur economiebenin.org avec des informations relatives aux problématiques SPS et création en cours d'un site pour le comité national codex), travail sur l'interopérabilité des systèmes IPFSAPH et l'accès de ces données au Bénin.

5) collaboration avec l'équipe OMC et la Direction des Pêches pour la réalisation du film produit par le Secrétariat du STDF (une des problématiques du film étant l'illustration de l'impact pour le Bénin de la crise des crevettes et les mesures mises en œuvre pour relancer les exportations). Il est à noter que cette activité n'était pas prévue dans le document de projet mais elle est en lien direct avec les thèmes couverts et la coordination du projet s'est donc activement impliquée.

6) analyse du contexte national quant à la participation au processus et à l'utilisation des normes du Codex Alimentarius, forces et faiblesses, préparation et organisation de trois ateliers pour dynamiser le Comité National du Codex Alimentarius, et permettre la participation accrue et plus substantielle du Bénin aux réunions du Codex . Préparation par le Comité National Codex d'un plan d'actions de relance de ses activités, de définir les atouts et faiblesses de ce comité, de revoir le décret instituant ce comité, de permettre aux membres de se retrouver pour échanger sur le fonctionnement de leur comité, d'informer les opérateurs économiques, le secteur public et la société civile sur le Codex Alimentarius, l'OIE, la CIPV, etc..

7) organisation de réunions périodiques d'information et d'échanges sur les notifications parvenues au Bénin, en collaboration avec la Direction de l'agriculture (AGRI), point de notification et d'information SPS pour le Bénin. Un fichier a été créé et sert d'archives pour ses notifications en attendant la pleine opérationnalité du site web. Plusieurs séances de travail ont été organisées sur ces notifications avec les structures concernées. Le cas de l'éthéphon dans l'ananas continue de faire l'objet de plusieurs discussions avec la coordination, les structures concernées et des personnes ressources pour trouver une solution à l'échéance de 2010.

B. ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE:

[Énumérer sous forme de liste les éléments qui ont été achevés² pendant la période visée ainsi que l'impact (quantitatif ou qualitatif) des activités mises en œuvre.]

Pour la liste des activités voir ci-dessus.

En ce qui concerne l'impact on observe une prise de conscience majeure des problématiques SPS présentes et à venir, une meilleure connaissance des différents acteurs impliqués et à consulter au niveau national pour apporter des réponses à ces problèmes, une meilleure appréciation des limites et des conséquences de ces limites aux actions des pouvoirs publics. Ceci donnera lieu à des actions de lobbying auprès des pouvoirs politiques pour renforcer la crédibilité des services publics, trop démunis actuellement.

² Si ce repère n'a pas été atteint ou ne l'a été que partiellement, veuillez en donner les raisons en quelques mots.

C. ACTIVITÉS RESTANTES POUR LA PÉRIODE SUIVANTE ET AU-DELÀ:

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, le travail qu'il reste à accomplir dans le cadre du projet après la période en cours.]

- Actions de lobbying auprès des pouvoirs politiques pour renforcer la capacité des services publics, trop démunis actuellement.
- - Voyage d'étude au Maroc pour étudier les modalités de fonctionnement du Comité National Codex ainsi que des Points de Notification et d'Information SPS
- Poursuivre le travail sur les systèmes d'information, développement et animation des sites internet, raccordement et utilisation du système d'information (portail IPFSAPH), formation à l'utilisation du portail. opérationnalisation des centres de documentation.
- -effectuer l'analyse de situation sur la circulation des informations sur les mesures SPS et la gestion des notifications
- - former sur la gestion des notifications
- - analyser le système et les ressources en place pour l'alerte rapide et la gestion des crises ; proposer des améliorations à ce système et préparer un cadre efficace pour la gestion des crises.

D. AUTRES OBSERVATIONS:

[Donner en 4 à 7 lignes tous renseignements intéressant le projet y compris, mais pas uniquement, les éventuelles difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du projet à ce jour ou toute difficulté prévue pour la période suivante.]

- problème récurrent de connexion à l'internet, ce qui ralentit les activités du projet dans ce domaine et rend la distribution des documents plus longue et onéreuse et représente une charge de travail supplémentaire pour la coordination.

- longueur du décaissement de la contrepartie nationale (véhicule etc) pénalisant les déplacements sur les projets (mise à disposition de ressources personnelles de la coordinatrice etc) et ralentissant la communication.

- le budget initial a sous estimé les besoins en matériel de reprographie et communication, les salaires des consultants nationaux, ainsi que les déplacements internationaux. Une proposition de révision budgétaire détaillée a été adressée au secrétariat du STDF (annexée pour mémoire). Le groupe de travail a entériné le principe d'une révision à budget constant, conduisant à la suppression de certaines activités (réunion régionale de simulation des crises , mission régionale de collecte des textes, autres solutions techniques pour l'accès à un système d'information SPS ; voir document en annexe). Il faut aussi noter que le secrétariat du STDF a aussi donné son accord de principe pour considérer favorablement la possibilité de financer sur un fond régional la réunion régionale de simulation de crise si d'autres pays dans la sous région ont aussi travaillé sur la question et ce point est suffisamment avancé au Bénin.

Résultat attendu/Tableau d'objectifs

Identification de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
1	Signature du contrat			Accompli (juin 2008)	retard entre signature et démarrage effectif pour cause de mobilisation des différentes ressources matérielles et techniques
2 Produit 1	Activité 1 .1 ident. des flux et gestion infos SPS			En cours (30%)	Tout au long du projet
3	Activité 2.1. : atelier de validation			à venir, suite à la mission de l'expert flux d'infos SPS	
4	Activité 1.3 : atelier de fin de projet			à venir, en fin de projet	
5 Produit 2	Activité 2.1 : collecte et numérisation des infos SPS			en cours (20%)	tout au long du projet, base de données en constant enrichissement
6	Activité 2.2 : mecanismes pour actualisation des infos			en cours (20%)	liée aux systèmes d'information SPS
7	Activité 2.3 : cataloguage infos 2.1			à venir	masse critique d'infos à atteindre
8	Activité 2.4 : analyse faisabilité vente en ligne			réalisée (100%)	
9	Activité 2.5 : interoperabilité systèmes IPFSAPH et sites internets			en cours (50%)	

10	Activité 2.6 : publication d'infos SPS sur site internet			en cours (30%)	archi des sites en cours d'élaboration, ressources d'infos déjà identifiées, à compléter tout au log de la vie du projet
11	Activité 2.7 : créations de liens entre sites internets			en cours (30%, voir ci-dessus)	
12	Activité 2.8 : lancement des sites améliorés ou nouveaux (CNC)			à venir d'ici fin Octobre 2009	ralenti à cause des problèmes de connection du Bénin
13 Produit 3	Activité 3.1 : amel part CNC au Codex			en cours (70%)	inputs techniques externes donnés, à consolider tout au long du projet par la mise en œuvre du plan d'action, la publication du décret, la préparation des positions nationale, la participation aux réunions.
14	Activité 3.2 : formation Codex, trois sœurs, SPS			réalisé (90%)	à consolider par la pratique (voir ci- dessus) ; voyage d'étude sera effectué fin Octobre 2009
15	Activité 3.3 : atelier sur l'élaboration de positions nationale			réalisé (100%)	
16 Produit 4	Activité 4.1 : def de procédures pour le point de notification			à venir	suite à l'analyse des flux (1.1)
17	Activité 4.2 : formation aux procédures de notification			à venir (voir ci- dessus)	
18 Produit 5	Activité 5.1 : formation dans les centres de documentation			à venir	localisation des centres de documentation ?

19	Activité 5.2 : abonnement à agora			à venir dès que centres identifiés précisément	
20	Activité 5.3 : création des centres de documentation de CCIB			à venir (voir ci- dessus)	
21	Activité 5.3 : plaquettes et fascicules d'information			en cours (10%)	selon les thèmes identifiés tout au long du projet
22 Produit 6	Activité 6.1 : analyse de situation systèmes de gestion des crises			à venir, suite au produits 1.1, 4.1 et 4.2	
23	Activité 6.2 : définition d'un système de gestion des crises			à venir, suite à 6.1	
24	Activité 6.3 : atelier régional gestion des crises			annulé dans la révision budgétaire	voir annexe
25	Conclusion du projet				Non démarré
26	Évaluation externe du projet				Non démarré

Objectif. Les renseignements suivants n'ont pas à être fournis si un objectif a été réalisé et que les renseignements ont été transmis dans un précédent rapport de projet. Si un objectif n'a pas été atteint ou risque de ne pas l'être dans les délais, indiquer:

- A) les conséquences probables pour le projet;
- B) les raisons du retard;
- C) les mesures correctives qu'il est prévu de prendre le cas échéant.

Identification de la rubrique	Notes relatives au retard par rapport à l'objectif
1	A) B) C)
2	A) B) C)

3	A) B) C)
---	----------------

État financier à mi-projet ou à la fin du projet

L'état financier périodique vise à mesurer et surveiller les "dépenses initiales inscrites au budget" par rapport aux "dépenses effectives". Veuillez fournir un état financier des dépenses pour la période en cours ainsi que le montant total des dépenses à ce jour. L'état financier doit être établi par rapport au budget initial du projet et énumérer les dépenses effectives par rapport aux dépenses prévues (et indiquer le solde reporté³) rubrique par rubrique.

³ Les fonds non dépensés qui représentent plus de 25 pour cent des fonds engagés pour une période donnée ne pourraient être reportés sur l'exercice suivant qu'avec l'autorisation du Secrétaire du FANDC. Les fonds non dépensés qui représentent moins de 25 pour cent des fonds engagés seront automatiquement reportés.